

## Le Panel Électoral Français 2007

# CEVIPOF

  
CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

## Enquête post-électorale présidentielle 2007

### Le vote Bayrou

Nicolas SAUGER

*Les données du PEF 2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le PEF 2007 se déroule en quatre vagues de panel de mars à juin 2007, et en une vague d'enquête post-présidentielle réalisées par l'IFOP.*

*Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po*

*NB : Cette « enquête post-électorale présidentielle 2007 » est complémentaire au dispositif « PEF 2007 ». « L'enquête post-électorale présidentielle 2007 » est constituée par des individus interrogés une seule fois après le second tour de la présidentielle 2007.*

*Le dispositif « PEF 2007 » à proprement parler interroge d'autres personnes à plusieurs reprises : avant le premier tour de l'élection présidentielle (V1P1), entre les deux tours (P2), avant le premier tour des élections législatives (P3), et enfin après le second tour des élections législatives (P4).*

## **Le vote Bayrou**

Nicolas Sauger (CEVIPOF, Sciences Po – CNRS)

Avec 6,75 millions de voix recueillies au soir du premier tour (18,5% des suffrages exprimés), François Bayrou a largement contribué au sentiment de renouvellement qu'a donné la campagne présidentielle de 2007. Celle-ci n'avait pas débuté sous les meilleurs augures pour lui. Jusqu'à la mi-novembre 2006, les sondages ne lui laissent espérer qu'un score de 6 à 8%, proche finalement de celui qu'il avait obtenu lors de sa première candidature en 2002. Il atteint néanmoins un nouveau palier, à environ 10 à 12% des intentions de vote, entre décembre et janvier, renouant ainsi avec les scores moyens qu'avaient obtenu les listes UDF dans le contexte alors favorable des élections régionales de 2004. Mais c'est durant le mois de février 2007 qu'il connaît une progression spectaculaire, jusqu'à atteindre des scores de 23 voire 24% dans les intentions de vote, qui se tasseront néanmoins très rapidement (en fait dès que son score lui permet de faire jeu égal avec Ségolène Royal), autour des 19% qu'il obtient finalement. Seul candidat à connaître une dynamique aussi positive de la courbe de ses soutiens, François Bayrou n'a néanmoins pas réussi à transformer son succès en victoire au sens où, malgré un nombre de voix supérieur (de près d'un million) à celui obtenu par Jacques Chirac au premier tour de l'élection de 2002, ou un pourcentage également bien supérieur à celui de Jean-Marie Le Pen à la même date, celui-ci n'a pas réussi à se qualifier pour le second tour. La raison principale en est d'ailleurs à trouver dans la capacité de résistance des deux grands candidats à l'érosion de leurs soutiens que connaissent classiquement les favoris dans ce type de campagne.

La chronologie rapidement esquissée permet d'avancer quelques premières hypothèses quant au succès de la candidature de François Bayrou auprès des Français. La critique du système, et l'attention médiatique qui y est portée notamment à partir du mois de décembre, pourrait être la première clé expliquant l'expansion de François Bayrou au-delà des frontières plus

restreintes des soutiens de l'UDF. Ensuite, la faiblesse de Ségolène Royal, en terme d'image et de crédibilité pour devenir Président de la République, aurait alimenté une dynamique dont la limite était l'égalité des scores d'intentions de vote entre le Président de l'UDF et la candidate socialiste. En d'autres termes, le succès de François Bayrou aurait été porté par sa capacité à gagner sur sa gauche. Pourtant, plusieurs éléments peuvent venir contredire cette première interprétation. Outre le fait que la critique de François Bayrou a été semble-t-il plus dirigée contre Nicolas Sarkozy que Ségolène Royal, les évolutions des intentions de vote de François Bayrou semblent être plus le miroir de celles de Nicolas Sarkozy que celles de Ségolène Royal, du moins à partir du mois de janvier et la géographie du vote Bayrou est d'abord celle de l'implantation traditionnelle des candidats du centre droit. Avec des bastions en Bretagne et dans l'ouest intérieur, en Alsace, ainsi que sur une diagonale reliant Bayonne à Chambéry, la carte du vote Bayrou en 2007 correspond largement à celle du vote Bayrou en 2002 (la corrélation est de .78 au niveau des circonscriptions France métropolitaine) ou, de manière aussi frappante (et ce d'autant plus que, cette fois, les niveaux sont comparables), à celle du vote pour Raymond Barre en 1988 (corrélation de .59).

Ce rapport s'emploie à explorer la nature des soutiens qui se sont portés vers François Bayrou et leurs motivations afin de comprendre tant la signification que la portée du score obtenu par le candidat de l'UDF. Les données mobilisées ici sont pour l'essentiel issues de deux enquêtes menées par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur. La première est un sondage réalisé après le second tour de l'élection présidentielle par téléphone auprès d'un échantillon d'environ 4000 personnes (sondage CEVIPOF 2007). La seconde, utilisée plus accessoirement, est la vague 1 du Panel Electoral Français 2007 (sondage PEF 2007\_1), conduite en face à face pendant le mois précédant le scrutin auprès d'un échantillon de taille similaire.

## **La sociologie du vote Bayrou**

Le vote Bayrou, en 2007, va bien au-delà des frontières de la Nouvelle UDF telle que celui-ci l'a redessinée entre 1998 et 2002. Si 75% des sympathisants de l'UDF ont voté Bayrou lors du premier tour de l'élection présidentielle, ils ne représentent qu'un peu plus du tiers (41%) de ses électeurs. Près de 15% des sympathisants socialistes se sont ainsi par exemple portés sur sa candidature. Ce faisant, l'électorat Bayrou a perdu beaucoup de ses spécificités sociologiques si ce n'est, précisément, de ne pas en avoir. Que l'on compare l'électorat de François Bayrou à ceux de ses principaux adversaires en 2007 ou bien à ceux des principaux candidats centristes qui ont précédé (cf. tableau 1), sa composition sociologique n'offre guère de trait saillant. Il est certes marqué par une certaine jeunesse et une origine sociale provenant plutôt de milieux favorisés. Sa caractéristique la plus remarquable, de ce point de vue, reste son haut niveau d'éducation. Sans implantation sociale spécifique, l'électorat Bayrou représente ainsi, en miniature, la diversité de la société française ayant largement perdu ses caractéristiques de 2002, comme par exemple son niveau important de pratique religieuse. Ainsi, l'électorat Bayrou a perdu la plupart des caractéristiques classiques de la sociologie des électeurs de droite, notamment en terme d'âge et de pratique religieuse. En revanche, ses nouvelles caractéristiques le rapprochent plus de la gauche (sur-représentation des jeunes, des couches intermédiaires, des sans religion) tout en ne touchant absolument pas le milieu de la gauche populaire. De même, le candidat de l'UDF ne semble pas avoir réussi de percée spectaculaire parmi les fonctionnaires (20% d'entre eux votent Bayrou), même si les professeurs (31%), les instituteurs (28%) et les professionnels de la santé (32%) lui ont apporté un soutien significativement supérieur à celui du reste de la population.

**Tableau 1 : sociologie de l'électorat centriste et son évolution (1988-2007)**

		Bayrou 07	Royal 07	Sarkozy 07	Barre 88	Balladur 95	Bayrou 02
<i>Ensemble</i>		19%	25%	31%	17%	14%	7%
Age	18-24	25%	31%	22%	12%	9%	2%
	25-34	25%	24%	28%	17%	10%	5%
	35-49	19%	25%	26%	19%	11%	6%
	50-64	15%	26%	31%	21%	18%	8%
	65+	13%	23%	45%	17%	24%	10%
Sexe	Homme	18%	24%	29%	17%	12%	6%
	Femme	19%	26%	33%	18%	16%	8%
Profession	Agriculteur	13%	10%	52%	15%	24%	7%
	Indépendants	14%	17%	51%	25%	18%	11%
	Cadre et prof. intellectuelle	24%	25%	34%	23%	18%	10%
	Prof. intermédiaire	24%	30%	25%	21%	15%	8%
	Employé	17%	24%	32%	17%	15%	6%
	Ouvrier	15%	25%	26%	10%	8%	3%
Inactif	20%	29%	29%	19%	21%	9%	
Diplôme	Primaire et sans	12%	25%	36%	16%	14%	7%
	Secondaire	18%	24%	30%	15%	14%	5%
	Bac	23%	29%	27%	19%	16%	7%
	Supérieur	28%	28%	27%	26%	14%	10%
Religion	Catholique pratiquant	16%	13%	52%	24%	34%	18%
	Catholique non pratiquant	17%	21%	37%	17%	14%	6%
	Autres religions	26%	43%	17%	15%	11%	5%
	Sans religion	21%	34%	17%	10%	4%	5%

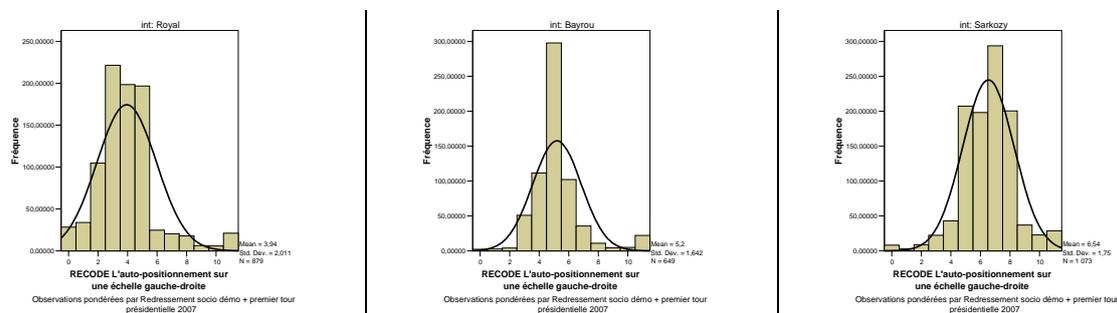
Source : CEVIPOF 1988, 1995, 2007 et PEF 2002. Données pondérées.

Ce glissement vers la gauche de la sociologie de l'électorat Bayrou ne correspond pas pour autant à une prise de position explicitement à gauche de son électorat.

### **Le positionnement politique du vote Bayrou**

L'électorat de François Bayrou est d'abord et avant tout centriste. Il ne refuse pas plus que celui de Ségolène Royal ou de Nicolas Sarkozy de se positionner sur un axe gauche droite. Mais il choisit alors très prioritairement la position centrale (51% de l'électorat Bayrou choisissent le centre, 23% préfèrent ne pas se placer). De plus, la distribution des positionnements de l'électorat Bayrou sur cet axe apparaît rigoureusement symétrique par rapport à sa tendance centrale, comme le montrent les graphiques ci-dessous.

## Graphique 2 : auto-positionnement sur une échelle gauche droite des électeurs Royal (à gauche), Bayrou (au centre) et Sarkozy (à droite)



Sources : PEF 2007, données pondérées. Les répondants sont invités à se positionner sur axe en 11 positions. La dernière position à droite est celle des sans réponse.

Pour comprendre ce que signifie ce centrisme de l'électorat Bayrou, nous proposons maintenant une analyse des valeurs et attitudes de ces électeurs. Le centrisme, en effet, peut être tout aussi bien compris comme l'occupation de positions médianes sur l'ensemble des dimensions de l'espace politique que comme l'occupation de positions distinctes mais ne correspondant pas à la structuration de la dimension gauche droite (en caricaturant, le centre peut être le résultat de positions mesurées tant sur les questions de redistribution que d'intervention de l'Etat dans l'organisation de l'économie que d'un soutien fort aux mesures de redistribution accompagné d'un rejet également fort de l'intervention de l'Etat). A cet effet, les données CEVIPOF 2007 permettent de dégager au moins sept grands jeux d'attitudes cohérentes (cette cohérence a été mesurée par l' $\alpha$  de Cronbach, dont les valeurs sont ici comprises entre 0,53 et 0,78)<sup>1</sup>. Ces attitudes concernent les questions du libéralisme économique (intervention de l'Etat pour réguler le marché), celles de la redistribution (niveau des prélèvements obligatoires), de la responsabilité individuelle (la réussite individuelle est-elle conditionnée par la société ou par les efforts des personnes), de la xénophobie (attitude à l'égard des immigrants), de l'autorité, de

<sup>1</sup> Ces sept échelles d'attitude ont néanmoins des corrélations significatives pour plusieurs d'entre elles. Ainsi, si l'on exclut les questions de la confiance dans le fonctionnement de la démocratie française, de l'attitude face à la construction européenne et enfin la question de la redistribution, une échelle tout à fait cohérente peut être formée à partir des autres enjeux traditionnellement regroupés sous les thèmes de libéralisme économique et de libéralisme culturel ou d'anti-universalisme. Ces analyses préliminaires pourraient ainsi montrer que le bi-dimensionnalité de l'espace politique français, repérée entre 1995 et 2002, serait largement atténuée en 2007.

la construction européenne et enfin de la confiance dans la démocratie française (satisfaction à l'égard de son fonctionnement et confiance à l'égard des élites politiques). Ces échelles d'attitude ont été construites à partir d'une trentaine de variables différentes. Elles ont toutes été normalisées afin que 0 en représente une extrême (associé avec la gauche quand ces échelles peuvent être reliées à l'échelle gauche – droite) et 1 l'autre extrême (généralement associé avec la droite, sauf sur les questions de construction européenne et de confiance dans le fonctionnement de la démocratie française).

Le tableau 2 présente les notes moyennes obtenues par les électorats des trois principaux candidats sur chacune de ces échelles. Sur les trois premières d'entre elles, qui concernent notamment le domaine économique et social, l'électorat de François Bayrou se situe bien dans une zone intermédiaire entre celui de Ségolène Royal et celui de Nicolas Sarkozy. Il en est de même au niveau de la confiance pour le fonctionnement de la démocratie en France. Sur les deux échelles suivantes, xénophobie et autorité, l'électorat UDF se rapproche en revanche sensiblement de celui de Ségolène Royal, en marquant une différence nette avec celui de Nicolas Sarkozy. Enfin, sur la question de la construction européenne, aucun des électorats ne se différencie véritablement de l'autre.

En ce sens, le point de clivage souligné par François Bayrou dans son débat d'entre-deux tours avec Ségolène Royal est tout à fait juste : les questions économiques constituent bien une différence significative entre ces deux électorats, même si celui du président de l'UDF n'est pas non plus en l'occurrence plus proche sur cette dimension de celui de Nicolas Sarkozy. La proximité entre électorat socialiste et centriste s'explique toutefois largement par leur similitude sociologique. On sait en effet que l'âge comme le diplôme sont des facteurs qui ont un impact important tant sur l'autoritarisme que la xénophobie.

**Tableau 2 : Note moyenne des électorats sur 4 échelles d'attitudes en 2007**

	Bayrou 07	Royal 07	Sarkozy 07
Libéralisme économique	0,53	0,41	0,65
Redistribution	0,52	0,39	0,62
Responsabilité individuelle	0,61	0,52	0,76
Xénophobie	0,37	0,36	0,54
Autorité	0,50	0,45	0,65
Construction européenne	0,58	0,61	0,60
Démocratie	0,52	0,58	0,37

Sources : CEVIPOF 2007, données pondérées.

Ces différents résultats indiquent une première lecture de l'électorat de François Bayrou : d'un centrisme clairement ancré au centre droit, en 2002, François Bayrou aurait su conquérir en 2007 une part importante du centre gauche français. Avec un électorat modérément libéral sur le plan économique et marqué par un relatif post-matérialisme, François Bayrou aurait ainsi réussi à constituer le parti « social-démocrate » que plusieurs responsables socialistes français avaient pu souhaiter. Cette conclusion peut néanmoins être contestée dans l'interprétation qu'elle suggère. Les moyennes calculées ici peuvent en effet cacher une dispersion assez importante de la population étudiée.

## Les différents électorats de F. Bayrou

Ainsi, au niveau de ces mêmes attitudes, un exercice classificatoire permet de distinguer trois sous-groupes au profil bien typé au sein de l'électorat de François Bayrou (cf. tableau 3). Il existe tout d'abord une part importante des électeurs de François Bayrou qui ne se distinguent en rien des électeurs de Ségolène Royal (les « Bayrou de gauche »), à l'exception d'une attitude moins favorable à l'égard de la redistribution. Un second groupe, les « libéraux de droite », représente le tiers de cet électorat. Ces libéraux se définissent évidemment par un niveau élevé de libéralisme économique (équivalent à celui de l'électorat de Nicolas Sarkozy) mais également par une attitude très favorable à l'égard des immigrés. Son jugement favorable de la construction européenne en fait pratiquement l'électorat typique de la Nouvelle UDF, illustrant particulièrement bien le positionnement programmatique de François Bayrou, et qui avait pu déjà être repéré partiellement en 2002. Enfin, et c'est peut-être là le plus surprenant, près du quart de l'électorat Bayrou peut être caractérisé comme conservateur : cet électorat n'est pas particulièrement libéral sur le plan économique mais montre un niveau très élevé d'autoritarisme mais également d'euroscpticisme.

**Tableau 3 : Typologie de l'électorat de François Bayrou**

	Bayrou de gauche	Libéraux de droite	Conservateurs
Poids du groupe	39%	33%	28%
Libéralisme économique	0,44	0,66	0,51
Redistribution	0,50	0,63	0,44
Responsabilité individuelle	0,53	0,59	0,77
Xénophobie	0,27	0,26	0,67
Autorité	0,43	0,44	0,70
Construction européenne	0,62	0,37	0,78
Démocratie	0,56	0,40	0,57

Sources : CEVIPOF 2007, données pondérées.

La sociologie de ces électorats confirme largement ces interprétations (cf. tableau 4). Les jeunes et les professions intermédiaires se retrouvent prioritairement parmi les « Bayrou de gauche » quand les personnes âgées et les sans diplôme forment l'armature des « conservateurs ». De même, les libéraux regroupent bien à la fois les plus éduqués des électeurs Bayrou de même que les catholiques pratiquants.

**Tableau 4 : Sociologie des sous-électorats de François Bayrou**

		Bayrou de gauche	Libéraux de droite	Conservateurs
<i>Ensemble</i>		39%	33%	28%
Age	18-24	53%	33%	14%
	25-34	47%	36%	17%
	35-49	42%	29%	29%
	50-64	26%	36%	38%
	65+	27%	32%	41%
Sexe	Homme	42%	37%	21%
	Femme	38%	29%	33%
Profession	Agriculteur	17%	33%	50%
	Indépendants	27%	50%	23%
	Cadre et prof. Intellectuelle	30%	58%	11%
	Prof. Intermédiaire	44%	41%	15%
	Employé	36%	18%	46%
	Ouvrier	39%	20%	41%
	Inactif	54%	34%	11%
Diplôme	Primaire et sans	26%	28%	46%
	Secondaire	42%	26%	33%
	Bac	57%	24%	19%
	Supérieur	39%	51%	10%
Religion	Catholique pratiquant	28%	54%	17%
	Catholique non pratiquant	34%	34%	32%
	Autres religions	52%	25%	23%
	Sans religion	49%	28%	22%

Sources : CEVIPOF 2007, données pondérées.

Cette typologie montre finalement bien que le niveau élevé du vote Bayrou en 2007 est bien le résultat de l'addition réussie des électeurs traditionnels de l'UDF avec une frange significative des électeurs de gauche. Mais, le poids de ces électeurs de gauche est en partie contrebalancé par la présence significative d'un « bloc conservateur » au sein de cet électorat.

### **Les reclassements après le premier tour**

Ce portrait rapidement brossé de l'électorat de François Bayrou laissait présager de nombreux déchirements au sein de cet électorat qui est à juste raison considéré comme décisif pour la décision lors du second tour. De manière peu surprenante, il est vrai, cela s'est largement confirmé. Les électeurs les plus à gauche se sont reportés massivement sur Ségolène Royal (tableau 5) quand les libéraux de droite ont choisi Nicolas Sarkozy. C'est finalement le troisième groupe, celui des conservateurs, qui s'est le plus partagé, avec un avantage limité pour Ségolène Royal. S'il aurait pu paraître a priori plus probable que ceux-ci choisissent Nicolas Sarkozy, le choix de ce groupe peut s'expliquer de deux manières : d'une part, ce groupe a des attitudes socio-économiques relativement proches de la gauche et, d'autre part, Ségolène Royal a envoyé durant sa campagne plusieurs signes en direction de la réaffirmation de l'identité nationale et de l'autorité qui a pu séduire un certain nombre de ces électeurs.

**Tableau 5 : Vote au second tour de l'élection présidentielle**

	Bayrou de gauche	Libéraux de droite	Conservateurs	Moyenne
S. Royal	68,7%	24,4%	47,7%	48,7%
N. Sarkozy	21,4%	62,2%	35,3%	38,5%
Blanc	9,2%	13,4%	13,7%	12,3%

Sources : CEVIPOF 2007, données pondérées.

Dans l'optique des élections législatives, les logiques restent les mêmes. Une fois encore, c'est l'électorat de centre gauche qui semble le plus convaincu de

la démarche de François Bayrou et qui souhaite à une large majorité, continuer à soutenir le MoDem. A l'inverse, le choix des conservateurs semble plus dispersé quand les libéraux de droite connaissent une attraction sensible pour les candidats de l'UMP.

**Tableau 6 : Intentions de vote pour les élections législatives**

	Bayrou de gauche	Libéraux de droite	Conservateurs	Moyenne
Parti socialiste	24%	11%	21%	19%
UDF – MoDem	44%	37%	27%	37%
UMP	9%	29%	13%	17%

Sources : CEVIPOF 2007, données pondérées.

La pérennité de l'assise électorale de François Bayrou n'est donc pas à ce jour encore assurée. Ayant bâti son succès en rassemblant un électorat composite, mais néanmoins sensiblement marqué à gauche, le maintien du haut niveau de ces soutiens apparaît comme problématique. Si Nicolas Sarkozy nuançait son discours sur les questions de sécurité et d'immigration ou si le Parti socialiste choisissait la voie de la refondation sur une ligne « social-démocrate », l'espace politique de François Bayrou serait réduit notablement. De même, le potentiel électoral des candidats du MoDem, pour la plupart novices pour ce type d'échéance, reste encore à démontrer. La réorganisation du système partisan français pourrait bien attendre, au moins jusqu'en 2012.